

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1158 du 18 mai 2013 | [www.libres.org](http://www.libres.org)  
1981-2013 | 32ème année de parution

Hebdomadaire 1,50€



## SOMMAIRE DU N°1158

**EDITORIAL** : La France ringarde pp. 1-2

**CONJONCTURE** : La clémence de Bruxelles pp. 3-4

**ACTUALITÉ** : Les Allemands mécontents du sursis accordé à la France p. 4 - La manif pour tous du 26 mai : rassemblement de casseurs ? p. 5 - Vers un nouveau Medef ? p. 5

**DEMANDEZ LE PROGRAMME** : p. 6-7

**LU POUR VOUS** : livres, articles et sites p. 8

## La France ringarde

J'ai été inquiet et révolté par la commémoration du 8 mai.

Elle devait normalement sceller la paix revenue, les retrouvailles des nations européennes, la réconciliation d'une France et d'une Allemagne meurtries par une guerre où les souffrances et les ruines n'avaient eu d'égales que les haines, les exactions et les génocides.

Nos dirigeants en ont décidé autrement et se sont faits un devoir moral de raviver les plaies, mais plus encore de ressusciter une image de la France vieillie, repliée sur elle-même, arc-boutée sur ses fantasmes et ses drames.

Volonté politique incontestable, comme l'a souligné un commentateur dithyrambique : « le Président Hollande a progressivement

repris en mains la mémoire historique de la France ».

Formule ampoulée et prétentieuse pour dire que notre Président veut réécrire à sa manière l'histoire de la France, pour glorifier les « valeurs républicaines » et vanter les tares historiques qui aujourd'hui empêchent notre pays de se mettre à l'heure mondiale et veulent enfermer les Français dans les erreurs du passé.

Je pense qu'il serait temps que la France chasse de sa mémoire tout ce qu'elle a de ringard, de bêtement nostalgique, et de stupidement réactionnaire. Par exemple, qu'on en finisse enfin avec la Résistance et la Libération : était-ce bien le jour d'entonner le Chant des Partisans, comme si les massacres perpétrés par les FTPF communistes n'avaient jamais eu lieu ? >>>

### BULLETTIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule postale pour 20 numéros (35 €) ou 40 numéros (60 €)  
 s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de personnes pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule  postale ou  électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de la SEFEL et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**SEFEL chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4**

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**sefel**

**SOCIETE D'EDITION ET DE FORMATION ECONOMIE ET LIBERTE**

Chez ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## La France ringarde (suite)

Qu'on en finisse avec les « valeurs de la République », qui ont été portées à leur sommet par la Terreur, dans un pays que l'on veut saluer comme l'inventeur des Droits de l'Homme qui, comme nous l'apprend la véritable histoire, avaient déjà été proclamés depuis des années en Angleterre et aux Etats Unis !

Mais où est la vraie histoire de France ? Celle que veulent garder en mémoire Hollande et les autres ? Celle de Michelet, « made in France », ou celle des vraies historiens ? Alfred Sauvy avait écrit un ouvrage au titre explicite, « De la Rumeur à l'Histoire », où il dénonçait toutes les fausses idées enseignées aux écoliers, toutes les croyances immatures et injustes.

La vraie histoire, c'est celle de gens divisés, ne cessant de se battre sous tous les prétextes, des plus élevés (guerres de religion) jusqu'aux plus vils (la Terreur encore). La vraie histoire, c'est celle de gens asservis, pliant l'échine devant les seigneurs, les rois et les préfets, parce qu'en France tout est politique, tout est puissance et respect de la puissance. La vraie histoire est celle de gens futiles, aimant faire la fête quand tout s'écroule, comme dans les années folles ou au lendemain de Munich. La vraie histoire est celle de gens jaloux, n'aimant pas la différence, le succès, comme le soulignait au XIXème siècle Tocqueville. La vraie histoire est celle de gens belliqueux, prompts à ouvrir les hostilités contre l'étranger et à mettre le feu à l'Europe au prétexte de porter un message de progrès et de liberté. La vraie histoire, c'est celle de gens indignes, abandonnant sans

ménagement des millions de Français pour livrer les « colonies » à la barbarie.

### *“ Tourner la page de la France ringarde ”*

Ces choses, François Hollande ne les garde pas en mémoire. Elles constituent pourtant un héritage lourd à assumer.

Plutôt que d'inscrire la France de 2013 dans la nostalgie d'une histoire ni glorieuse ni engageante, je crois qu'il faut tourner la page de ce passé révolu, obsolète, mais tellement présent dans les discours officiels et dans les esprits faibles.

D'abord, qu'il soit bien établi qu'une nation civilisée n'est pas faite par les gens qui prétendent la diriger, mais par des hommes et des femmes de qualité, respectueux de la vie, de la liberté et de la propriété. Oui, la France peut être fière de beaucoup de Français qui ont été exemplaires dans leur vie professionnelle, artistique, scientifique, spirituelle, et des milliers de Français qui ont assumé avec conscience et foi leur mission de travail, de famille, de service.

Ensuite, que l'on sache ouvrir les yeux sur le monde qui nous entoure, au lieu de cultiver le nombrilisme et l'autosatisfaction. Ce monde n'est pas hostile, il demande simplement d'accepter la diversité et d'entrer dans le jeu concurrentiel avec ses exigences.

Que l'on cesse aussi de s'apitoyer et que l'on offre à tous ceux qui veulent aller de l'avant, aux jeunes en particu-

lier, une raison d'espérer, de rester avec nous, alors qu'ils sont atterrés par le vieillissement et la rigidité des comportements actuels.

Enfin, qu'on en finisse avec la tyrannie du statu quo et les avocats des « droits acquis » et que l'on s'engage délibérément et passionnément dans la voie de la liberté. Qu'on en finisse avec la France ringarde, et qu'on entame une page nouvelle de notre histoire. Blanche. Libérale.

### *“ Ouvrir la page libérale : on y vient ! ”*

Je veux d'ailleurs conclure sur cet espoir ; en ce mois de mai, après la pluie vient le beau temps. Le beau temps, c'est la naissance d'un nouveau quotidien, l'Opinion, lancé par Nicolas Beytout mercredi matin, qui se proclame dès ses premières lignes « libéral » et rappelle que « le libéralisme est un courant de pensée, pas un parti ». Le beau temps, c'est le discours tenu par les candidats à la présidence du Medef, qui affichent une volonté de rupture (ou de « rénovation ») avec la tradition qui a placé la libre entreprise sous le contrôle de l'Etat, la férule des syndicats et le poids des impôts et charges sociales.

Je pronostiquais l'an dernier que le libéralisme allait nécessairement renaître de ses cendres, parce que la France est allée au bout du collectivisme. Il nous appartient désormais d'accompagner le printemps et de veiller à ce qu'il tienne toutes ses promesses.

**Jacques Garello**

## LA CLEMENCE DE BRUXELLES

Et les autorités françaises de s'en réjouir : puisque visiblement l'objectif d'un déficit budgétaire réduit à 3 % était hors d'atteinte, la France se voit accorder un sursis de 2 ans. La Commission Européenne aurait enfin compris que la France est sur la bonne voie des réformes, mais que celles-ci doivent être menées avec prudence dans le contexte politique qui est le sien. Donc, « tout va très bien Madame la marquise » comme le chantaient Ray Ventura et ses collégiens en 1935 !

En 1935, on était pourtant mal en point, en crise économique et en passivité face à Hitler. Aujourd'hui le délai accordé à la France serait-il le fruit « d'une attitude d'aveuglement face à une situation désespérée » ? La réalité est inverse : Bruxelles ne fait pas preuve de clémence, mais d'impatience. La Commission attend de vraies réformes, à réaliser dans un délai de deux ans maximum, et sur lesquelles le gouvernement français doit s'engager. Dans la chanson de Ray Ventura, le Château a brûlé. Le locataire actuel du Château a-t-il vu qu'il y avait le feu ? Ou a-t-il déjà disparu dans l'incendie ?

### La fausse rigueur nous ramène...au déficit initial

La France avait promis d'être au rendez-vous des 3 % en 2013. Ce sera donc au mieux pour 2015. Rappelons en passant que les 3% ne sont qu'une étape, celle prévue par le Traité de Maastricht et le pacte budgétaire européen pour...pouvoir entrer dans l'euro, et que les nouvelles règles européennes (la règle d'or) prévoient un nouvel objectif : la réduction du déficit à 0,5% du PIB. Pour l'instant, on court après l'objectif des 3%, celui de 1999, date de création de l'euro.

Quelle est la situation budgétaire de la France selon Bruxelles ? En 2012, le déficit devait être ramené à 4,5%. Il aura finalement été de 4,8%. Tout « l'effort » du gouvernement avait pour but de le ramener à 3% en 2013. Le gouvernement lui-même a compris que ce serait impossible et Bruxelles donne un chiffre plus réaliste : 3,9%. Les 3% étaient donc reportés à 2014. Mais Bruxelles est encore plus pessimiste : non seulement on sera loin de l'objectif, pourtant repoussé, mais encore le déficit progressera à 4,2%. Après deux ans de soi-disant rigueur gouvernementale, la France se retrouve presque à l'objectif de 2012, c'est-à-dire au point de départ : tout ça pour rien ! Voilà pourquoi Bruxelles parle désormais de 2015.

### La dette explose et la récession est là

Il y a pire : du moment que le déficit persiste, la dette continue sa course folle. Les chiffres fournis par l'Europe sont sans pitié. La dette publique, qui a franchi les 90% en 2012 (90,2%) sera de 94,2% cette année et de 96,2% en 2014. On approche de 100% du PIB. Encore faut-il rappeler que la comparaison au PIB n'a pas grand sens, car la vraie comparaison doit se faire avec les dépenses ou les recettes publiques : la dette représente plus de deux années de prélèvements obligatoires et le déficit est pratiquement égal à 10% des dépenses publiques et même à 20% du seul budget de l'Etat.

Faut-il s'en étonner ? Il n'y a pas eu de véritable recul des dépenses publiques et, si le taux des prélèvements ne cesse d'augmenter, la matière imposable elle-même se réduit (l'effet Laffer) et la récession est là. Le gouvernement s'accroche à sa prévision de 0,1% de croissance en 2013 et Bruxelles corrige avec une récession de 0,1%. Querelle dérisoire : 0,1% en plus ou en moins, cela peut dépendre d'une bonne journée de grève ! Avec une croissance nulle et des dépenses publiques qui ne reculent pas, rien de surprenant à ce que les déficits ne se réduisent pas non plus.

### La France redouble deux classes

Il faut rétablir la vérité : Bruxelles ne donne pas un ballon d'oxygène à Paris, encore moins un satisfecit, mais fait un constat clinique : celui de l'échec d'une politique. En quelque sorte, la France redouble une classe, et même deux d'un coup. Bruxelles ne se gêne pas pour réclamer de vraies réformes (ce qui permet aux démagogues de tous bords de se scandaliser d'une telle ingérence). La Commission « appelle à accélérer les réformes structurelles » titre Le Figaro et Le Monde précise même que c'est la « contrepartie » du délai accordé. Certes, la France n'est pas seule visée, mais être en compagnie de la Grèce, de Chypre, de l'Espagne ou du Portugal n'est pas nécessairement très rassurant.

Quelles réformes ? Tout d'abord une vraie politique de réduction des dépenses publiques (les plus élevées d'Europe) et des prélèvements obligatoires, conditions impératives pour faire redémarrer la croissance. Quelques jours avant, Bruxelles donnait ses dernières statistiques fiscales. Les prélèvements obligatoires sont de 38,8% du PIB en moyenne dans l'Europe des 27. La France est vice-championne avec 43,9% et nous en serons à 46,5% l'an prochain ; nous faisons en outre partie de ceux qui ont le plus fait progresser les impôts. >>

## La clémence de Bruxelles (suite)

Comme le titre Les Echos, « La France reste le pays qui taxe le plus les entreprises en Europe ». Le Monde, qui passe difficilement pour être le champion de « l'ultra-libéralisme », doit reconnaître que « L'hexagone est le champion européen des impôts sur le capital et sur les sociétés ».

### Et les réformes structurelles ?

Mais Bruxelles insiste aussi sur la vraie contrepartie du délai : accélérer les réformes structurelles. Ce n'est pas : « vous êtes sur le bon chemin, nous vous donnons un délai pour vous récompenser », mais « faute de réformes, vous n'atteindrez pas vos objectifs ; il est temps de passer aux choses sérieuses », car les vraies réformes n'ont pas encore été mises en œuvre.

Les réformes structurelles, ce n'est pas la relance par les investissements publics que François Hollande essaie sans succès de proposer à ses partenaires. La vraie réforme, c'est celle du mar-

ché du travail, dont la rigidité a à peine été entamée par l'accord sur l'emploi. Le pacte de compétitivité et l'accord dit de sécurisation de l'emploi n'étaient pas même le hors d'œuvre, juste la mise en bouche : la flexibilité des salaires, la mobilité du facteur travail, la souplesse dans la gestion des effectifs, un système indemnitaire incitatif à la recherche effective d'emploi. Bref, une vraie libéralisation du marché du travail. Bruxelles réclame encore une vraie ouverture à la concurrence des biens et des services, des professions et des marchés.

La réforme, c'est enfin celle de l'Etat et de la protection sociale. Pas des mesurette pour rembourser moins bien les médicaments ou bloquer les honoraires des médecins, mais une vraie réforme de l'assurance maladie et des régimes de retraite (mise en concurrence, passage à la capitalisation). Pas la vente de quelques actions des entreprises publiques mais leur privatisation complète. Pas quelques économies sur les

dépenses publiques, mais leur réduction drastique en modifiant la frontière public / privé.

Bruxelles demande des réformes structurelles au minimum sur le marché du travail, les retraites, la concurrence et pointe du doigt les réformes entreprises au Portugal, en Grèce ou ailleurs : Lisbonne vient d'ailleurs de décider que ses fonctionnaires travailleraient 40 heures au lieu de 35 et que leur nombre diminuerait d'environ 5%.

Et nous ? Nos ministres se sont réjouis du délai ; ont-ils entendu le message sur les réformes ? S'ils s'obstinent à faire la sourde oreille, le réveil sera douloureux pour les Français, avec la double faillite de l'Etat et de la Sécu. Faute d'avoir voulu la faire à froid, la réforme se fera d'elle-même, à chaud. Pour l'instant, nos ministres n'ont rien vu, rien compris ; ils continuent à chanter « tout va très bien... ». Y a-t-il encore quelqu'un qui entende au Château ?

Jean Yves NAUDET

## Les Allemands mécontents du sursis accordé à la France

*Même si la Chancelière l'a accepté le sursis est mal jugé par ses propres amis*

Jean Yves Naudet a évoqué le décalage entre le discours officiel français et la situation réelle de nos finances publiques. Le décalage n'a pas échappé aux observateurs allemands et les membres de la CDU n'ont pas caché leur mécontentement : la Chancelière a pris une mauvaise initiative en fermant les yeux sur les erreurs des gouvernements français et espagnol. Il est vrai qu'Angela Merkel ne veut pas compromettre les relations franco-allemandes déjà très tendues.

Dans son excellent billet quotidien, « L'insolent » ([www.insolent.fr](http://www.insolent.fr)), Jean Gilles Malliarakis a repéré une série de déclarations d'éminentes personnalités. Michael

Stübgen, responsable des affaires européennes du groupe parlementaire CDU-CSU : « Allonger le délai, c'est simplement dire : continuez comme cela ». Alexander Dobrindt, secrétaire général de la CSU (bavaroise) : « Ne donnons pas un bonus spécial pour la politique d'échec du président François Hollande ». Hermann-Otto Solms, du parti libéral FDP : « Les Etats doivent faire leurs réformes aussi vite que possible, assainir leurs finances publiques et améliorer la compétitivité de leurs entreprises » ; et Patrick Döring, Secrétaire du même parti : « On voit maintenant où mène la mauvaise politique de la France. Un plus grand chômage, des impôts au plus haut, de

faibles investissements et pas de croissance ».

Deux questions:

1° La Chancelière et la Commission Européenne ont-elles réellement rendu service aux Français en accordant ce sursis ? Le gouvernement n'aurait-il pas été contraint de bousculer son calendrier de réformes (s'il en a un !) ?

2° Quand va-t-on en France mettre fin au débat austérité-croissance ? Le débat est clos, aux yeux des Européens et même du FMI. Seule la Banque Centrale garde une position ambiguë. L'austérité s'impose, à supposer bien sûr qu'il s'agisse de l'austérité imposée à l'Etat. Et il n'y aura pas de croissance sans libération. •

# La manif pour tous du 26 mai : rassemblement de casseurs ?

*Après les émeutes de mardi, on s'interroge sur le laxisme des autorités de police*

**R**éellement deux poids et deux mesures. C'est ce qui frappe quand on compare l'attitude de la police, faisant face sans ménagement aux manifestants contre la loi Taubira, et totalement absente face aux casseurs qui ont envahi le cœur de la capitale, pillé, volé, agressé en toute impunité. Ce qui choque tout autant, c'est le portrait des auteurs de troubles proposé par le ministre de l'Intérieur et le maire de Paris. Le 24 mars dernier, il s'agissait de « provocateurs » et de « groupes d'extrême droite » qui n'hésitaient pas à avancer derrière un rang d'enfants et de poussettes, et qui avaient « échappé aux organisateurs »

(Manuel Valls). Depuis lors, on a dénoncé les gens de la « manif pour tous » comme des ennemis de la démocratie : la loi Taubira est votée, rentrez chez vous. Au matin du 14 mai, le maire de Paris rassure tout le monde : les incidents ont été dus à « une poignée de perturbateurs », précisant que « les débordements ont été contenus, et la fête n'a pas été gâchée » ; mais on a tout de même annulé la croisière sur la Seine...

**S**ans aucun doute, cette scandaleuse façon de concevoir « l'ordre républicain », qui évoque un peu l'ordre qui régnait à Budapest, Varsovie et à Prague, va donner plus

d'énergie encore à ceux qui se préparent à participer à la grande manifestation à Paris du 26 mai.

Entre temps, ces jours-ci le Conseil Constitutionnel se sera prononcé. Mais que peut-on en attendre dans le contexte politique actuel ?

**A** notre tour de rassurer les autorités politiques : il n'y aura pas de casseur le 26 mai, mais une foule énorme défilant dans le calme et la sérénité pour défendre la famille, les enfants, et le droit naturel.

Le 26 mai est aussi la fête des mères. Une coïncidence bienvenue. •

## Vers un nouveau Medef ?

*Les cinq candidats à la présidence tiennent des discours souvent encourageants*

**S**ophie de Menthon, présidente du mouvement ETHIC (Entreprises à taille humaine, indépendantes et de croissance), a eu la bonne idée de convier les cinq candidats à présenter les lignes de leurs programmes et à dialoguer avec un parterre très fourni (300 personnes au Cercle Interallié à Paris) et très huppé de chefs d'entreprises, mais aussi de journalistes et de quelques intellectuels (comme notre président Jacques Gareilo, qui a d'ailleurs pu exprimer son espoir de voir le Medef prendre enfin des responsabilités dans le débat politique).

**U**n consensus sur une mesure précise, mais significative : fin des 35 heures, et même suppression de la durée légale du travail à négocier au niveau de chaque entreprise. La tonalité générale était celle de l'entrée en lice du patronat dans la vie publique. Non pas pour y faire de la politique partisane, mais pour faire pression sur les politiques, alors qu'aujourd'hui ce

sont les politiques qui guident le sort des entreprises, à travers la fiscalité, les charges sociales et le droit du travail. Appuyée par Yves de Kerdrel, directeur de Valeurs Actuelles, Sophie de Menthon a su pousser quelques candidats qui paraissaient plus timorés.

**I**l n'y a pas eu besoin de pousser Pierre Gattaz ni, encore moins, Geoffroy Roux de Bézieux. Tous deux proposent un « Medef de combat », persuadés que la neutralité politique accélère la dérive vers la politique du pire non seulement pour les entreprises mais aussi pour l'emploi et la croissance. Pour sa part, Patrick Bernasconi rejette l'opposition entre Medef de combat et Medef de dialogue, estimant que le dialogue est une arme dans le combat. Reste à savoir si les syndicats sont prêts au dialogue. Pierre Gattaz soutient que le vrai dialogue est au sein de l'entreprise entre le personnel et le patron. La représentativité des syndicats a été longuement évoquée, et tous les candidats, autre

consensus, souhaitent que les syndicats vivent désormais de la seule ressource des cotisations reçues de leurs adhérents. Le rapport Peruchot sur le financement des syndicats a produit ses effets ! Grand consensus également sur le poids des charges, mais à part Geoffroy Roux de Bézieux, qui se présente comme très libéral (« fils de Tocqueville », dit-il) peu de remise en cause du monopole de la Sécurité sociale et de la retraite par répartition. Ce sera sans doute pour les prochains discours... « Choc de confiance » pour Pierre Gattaz, « gagner le combat des valeurs » pour Geoffroy Roux de Bézieux : des positions claires et prometteuses d'un changement radical dans la ligne de conduite du Medef.

Il faut cependant prudence garder : quand elle a été élue, Laurence Parizot avait annoncé que les entreprises et la France avaient « besoin d'air ». Pour diverses raisons elle s'est essouffée, et on peut le regretter sincèrement. •

# Demandez le Programme

## L'Université, temple de la liberté

*J'ai présenté les principes qui devront présider à la réforme de l'école : une école libre, une école concurrente, une école pour tous, et j'ai indiqué les principales techniques qui ont été retenues avec succès dans divers pays. J'ajoute à ce premier chapitre un appendice qui concerne l'enseignement supérieur, et notamment l'Université.*

**Jacques Garello**

### L'Université, temple de la liberté

Les régimes communistes avaient en commun de séparer recherche et enseignement : d'un côté des savants, des experts, en principe autorisés à mener leurs recherches dans le cadre de programmes planifiés, d'un autre côté des enseignants, qui n'ont pas vocation à mener des recherches, se contentant d'instruire les étudiants des théories élaborées par d'autres. Le personnage qui avait disparu de la scène c'était le maître, le professeur, celui qui a toute liberté de présenter aux jeunes un savoir issu de la communauté intemporelle et universelle des gens de science, mais enrichi également de ses propres travaux. Du même coup avait disparu la liberté du savoir et de sa transmission.

Par contraste, il est de la nature même de l'Université de cultiver la diversité, l'innovation, le débat d'idées et d'opinions : des conditions nécessaires au progrès du savoir, même dans les sciences réputées « dures ».

Pendant des siècles, l'Université a été ainsi le lieu du progrès scientifique, du mouvement et des échanges des idées, mais aussi fatalement de la contestation voire de l'insoumission.

### Où en est l'université française ?

La tradition universitaire s'est progressivement diluée en France, sans doute à cause de la création des écoles d'ingénieurs au tout début du XIX<sup>ème</sup> siècle. Désormais l'élite de la jeunesse ira volontiers recevoir son savoir dans les « Grandes Ecoles ».

Dans un article demeuré célèbre, Pascal Salin expliquait ainsi la puissance de la « pensée unique » : les grands Français manquent de l'esprit critique propre à l'universitaire.

La création du CNRS est venue renforcer cette déshérence universitaire : cette institution d'Etat dispense ses fonctionnaires des servitudes d'examens et de cours. Mais l'Université française est elle-même fonctionnarisée, avec des diplômes d'Etat, et la férule du pouvoir politique sur les nominations (concours), les programmes, voire le contenu des cours, n'a cessé de se renforcer.

Mai 1968 n'a pas libéré l'Université française, mais au contraire accéléré son déclin, en éliminant toute idée de sélection et de rigueur scientifique, en renforçant les bureaucraties, en décourageant les rares maîtres encore en fonction. L'Université est devenue un parking pour ado-

lescents ou un vestibule du chômage, le plus souvent les deux.

### L'autonomie des Universités

Le premier principe d'une réforme universitaire est l'autonomie des établissements, maîtres de leurs moyens humains et financiers. La fiction des diplômes d'Etat doit impérativement disparaître, pour faire place à des diplômes d'universités, dont le mérite est double : d'une part s'instaure une saine concurrence entre universités, d'autre part les diplômes prennent une valeur significative pour l'embauche et la carrière des jeunes.



**Diplôme pour tous  
=  
promotion pour personne**

Mais l'autonomie suppose la totale maîtrise des moyens financiers. Aujourd'hui la répartition de la manne publique est laissée à l'intuition et à l'arbitraire des administrations françaises ou européennes, même lorsque des financements privés apportent leur soutien, à travers des fondations d'entreprises par exemple.

L'autonomie s'entend aussi du point de vue scientifique et pédagogique, à travers le choix des maîtres, des programmes, des cursus. Dans la plupart des universités étrangères, ce choix est fait par un conseil d'administration composé d'universitaires et de gestionnaires. Les enseignants passent un contrat qui prévoit les conditions de leur renouvellement, notamment en fonction de la qualité de leurs publications. Les chaires à vie (« tenures ») sont réservées à de très grands universitaires confirmés, et le plus souvent la carrière d'un professeur se fait dans plusieurs universités successives. Ainsi va jouer une véritable concurrence entre universitaires. Être universitaire n'interdit pas d'exercer des activités privées.

## Créer des universités privées

La concurrence aura d'autant plus de vigueur qu'elle s'exercera entre universités publiques et privées. Encore faut-il qu'elles puissent se créer et, surtout, survivre.

Des universités privées ont toujours existé en France, notamment les universités catholiques (au nombre de six) ; mais leurs programmes sont en partie soumis aux normes ministérielles, et leurs étudiants à des examens organisés sous le contrôle de l'Enseignement supérieur d'Etat.

Un pas important a été franchi avec les accords de Bologne (2009), qui reconnaissent sous certaines conditions l'équivalence des diplômes étrangers dans les pays européens, même si ces diplômes sont délivrés par des universités étrangères installées sur le territoire national.

Mais demeure une concurrence inégale entre universités publiques, « gratuites » pour les étudiants, et universités privées où les étudiants devront payer des droits élevés.

## Financer les études

L'impécuniosité des étudiants ou des familles qui veulent s'inscrire dans des universités payantes peut être compensée de diverses façons. La première est celle de bourses d'études. Elles peuvent être accordées par les Etats ou les collectivités locales sur ressources fiscales ; des « bons universitaires » seraient l'équivalent des bons scolaires. Les Anglais ont pour originalité de demander le remboursement de ces bourses par les étudiants diplômés entrés dans la vie active. Mais dans beaucoup de pays étrangers les bourses sont financées par des dons et mécénats privés.



**Stanford, la plus prestigieuse université américaine, est privée**

En général, ces bourses ne sont accordées qu'à l'issue d'une première année universitaire réussie. Un effort est ainsi exigé : c'est l'investissement de départ.

Cet investissement peut être assuré par des prêts bancaires. En France même, certaines banques accompagnent les étudiants au cours de leur scolarité.

Toutefois, rares sont les universités qui ne vivent que des droits payés par les étudiants. Les immeubles et investissements requièrent des mises de fonds considérables. La réglementation fiscale en matière de mécénat et de fondations est ici déterminante. La France à quelques exceptions près ne fait pas de cadeau à ceux qui soutiennent des universités privées.

## Les nouvelles universités

La vie universitaire est appelée à changer avec les nouvelles techniques de télécommunication. L'Université de l'Arizona a 80.000 étudiants inscrits et payants, dont 90 % suivent des cours et obtiennent des grades par internet. L'ordinateur a changé toute l'organisation des études, facilitant l'accès à moindres frais pour un plus grand nombre de jeunes. Cette explosion et cette diffusion du savoir peuvent passer pour de nouvelles libertés. N'en demeurent pas moins le besoin de travailler ensemble, la collégialité et la convivialité universitaires.

L'articulation entre quantité et qualité, numérique et colloque, sera sans doute améliorée. Mais les adaptations se feront bien mieux dans le cadre d'institutions décentralisées et concurrentes que dans celui d'une administration publique centralisée. •



Le premier Forum des Libertés organisé à Paris s'est déroulé dans la bibliothèque du 35 av. Mac Mahon, siège de l'ALEPS. Symboliquement, c'est à Pascal Salin, le meilleur expert français des questions monétaires et l'universitaire libéral le plus connu dans le monde entier qu'il a été demandé d'introduire le forum par un exposé sur le sort présent et futur de l'euro.

Les deux idées maîtresses de **Pascal Salin** :

1° la vraie crise n'est pas celle de l'euro, mais celle des finances publiques. Les déboires de l'euro ne sont qu'un rideau de fumée pour masquer la faillite des Etats qui ne veulent pas diminuer les dépenses publiques et qui pensent que la politique monétaire peut réparer les dégâts des politiques budgétaires.

2° On peut abandonner l'euro, mais pourquoi faire ? La seule issue serait dans des monnaies privées et concurrentes, mais qui accepte aujourd'hui la disparition des banques centrales et du droit régalien de battre monnaie ?

A l'issue de la rencontre un noyau de participants s'est proposé pour assurer le suivi permanent de ce forum parisien. Synthèse et informations sur le site [libres.org](http://libres.org).



**Le professeur Jean Yves Naudet**, directeur du Centre de Recherches en Ethique Economique à l'Université Aix-Marseille, vous invite à participer au

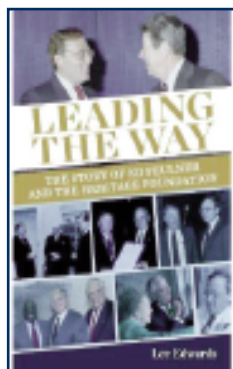
**20ème colloque du Centre d'Ethique Economique les 20 et 21 juin 2013**

**Ethique et Politique**

Salle des Actes de la Faculté de Droit et de Science Politique  
3, avenue Robert Schuman, 13638  
Aix en Provence Cedex 1

**Renseignements et inscriptions**  
Faculté de Droit et de Science Politique  
Tél : 0442172873

Mail : [centre.ethique@univ-cezanne.fr](mailto:centre.ethique@univ-cezanne.fr)  
Site : [www.centre-ethique.univ-cezanne.fr](http://www.centre-ethique.univ-cezanne.fr)



## Ed Feulner et Heritage Foundation : l'Histoire d'un entrepreneuriat intellectuel

**Lee Edwards**

C'est une véritable saga qui est racontée dans l'ouvrage de Lee Edwards : *Leading the Way. The Story of Ed Feulner and the Heritage Foundation*. Celle du plus influent think tank américain et de celui qui l'a lancé, Ed Feulner. C'est l'histoire d'un combat contre l'étatisme et la socialisation de la société.

Voici l'histoire du plus important et du plus influent think tank conservateur (libéral) américain. Fondé en 1973, Heritage Foundation n'a cessé de militer au nom de la société civile et pour que les principes de liberté s'imposent à Washington. Son fondateur, Ed Feulner, est un « intellectuel-entrepreneur ». Il s'est battu sans relâche pendant plus de 36 ans contre l'étatisme et la gauche américaine, a essayé (très souvent avec succès) de convaincre les élus républicains de la nécessité de baisser les dépenses publiques et les impôts tout en encourageant l'esprit d'entreprise. Son grand succès a été, bien entendu, la victoire de Ronald Reagan qui a été le plus réceptif aux propositions de Heritage Foundation. Mais le think tank peut se targuer d'avoir influencé aussi un président démocrate, Bill Clinton, qui n'a pas hésité à réformer l'Etat providence américain.

Feulner a été parmi les premiers à comprendre le rôle que pourraient jouer les think tanks en influençant les politiques publiques et la façon dont il faut agir. Dès le début, il a compris que pour convaincre, il ne suffisait pas d'avoir de bonnes idées mais qu'il fallait aussi les faire connaître : « Les idées peuvent avoir des conséquences mais seulement si elles font partie du débat public ». Pour cela il fallait avoir une stratégie marketing, une politique à l'égard des médias et des décideurs politiques afin de les intéresser à ces idées. D'ailleurs, l'une des principales actions de Heritage a été de créer un Département des relations avec les médias et d'en définir la stratégie. La première édition du *Mandate for Leadership*, lancée en 1980 avec 250 contributeurs non-issus du monde universitaire, a eu un gros impact dans les médias y compris dans le *New York Times* qui a écrit à l'époque : « une équipe de chercheurs et d'experts peu connus a produit un millier de pages de propositions et est devenue une force majeure dans la campagne de Ronald Reagan ».

Rapidement, Heritage Foundation est devenue une véritable machine à idées. Feulner embauche plusieurs personnes clefs comme un Directeur des études anciennement attaché parlementaire. Le but est la rédaction d'études chiffrées et factuelles à destination des élus. De même, il embauche un grand spécialiste des relations publiques et lance des campagnes de direct mail pour récolter des dons. A la fin des années 1980, Heritage comptait plus de 120 000 membres donateurs. Le think tank souhaite donc appliquer au niveau national des principes conservateurs pragmatiques, innovants, optimistes et réalistes.

Aujourd'hui, Heritage Foundation compte plusieurs centaines de milliers de membres et dispose d'un budget de plus de 75 millions de dollars. Ses publications célèbres (*Mandate for leadership* et le *Heritage Foundation Freedom Index*) sont toujours d'actualité. Ed Feulner prend maintenant sa retraite, mais son combat pour la liberté continue, notamment au sein de la Société du Mont Pèlerin qu'il a présidée et dont il est la cheville ouvrière depuis des années. Heritage, bien sûr, continuera sur la même voie.

**Bogdan Calinescu**

*Lee Edwards, Leading the Way. The Story of Ed Feulner and the Heritage Foundation, Crown Forum, 2013.*